11 février 2008
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-deuxième session

25 février-7 mars 2008

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » :
promotion de l'égalité des sexes, situations
et questions de programme**

**Résultats de la quarantième session
du Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Note du Secrétaire général

Résumé

La présente note récapitule les mesures et les décisions prises à la quarantième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui s'est tenue à Genève du 14 janvier au 1^{er} février 2008.

* E/CN.6/2008/1.

I. Introduction

1. Par sa résolution 47/94, l'Assemblée générale a recommandé que les sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination contre les femmes aient lieu, autant que possible, à des dates telles que les résultats de ses travaux puissent être transmis la même année à la Commission de la condition de la femme, pour information.

2. En 2007, le Comité a tenu trois sessions (les trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions) en chambres parallèles au cours de ses trente-septième et trente-huitième sessions. Les résultats de ces sessions figurent dans le rapport du Comité présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session¹.

3. Le Comité a tenu sa quarantième session du 14 janvier au 1^{er} février 2008. À cette occasion, il a adopté deux décisions et pris des mesures au titre des points 5, 6 et 7 de son ordre du jour (CEDAW/C/I/2008/1).

4. Le 1^{er} février 2008, date de la clôture de la quarantième session, les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes² étaient au nombre de 185. Quatre-vingt-dix États parties avaient ratifié le Protocole facultatif à la Convention³ ou y avaient adhéré et 49 États avaient accepté l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention concernant le calendrier de réunions du Comité. Pour entrer en vigueur, l'amendement doit être approuvé par 123 États parties.

II. Résultats de la quarantième session du Comité

A. Rapports examinés par le Comité

5. Le Comité a examiné les rapports de huit États parties, présentés au titre de l'article 18 de la Convention, à savoir l'Arabie saoudite (CEDAW/C/SAU/2), la Bolivie (CEDAW/C/BOL/4), le Burundi (CEDAW/C/BDI/4), la France (CEDAW/C/FRA/6), le Liban (CEDAW/C/LBN/3), le Luxembourg (CEDAW/C/LUX/5), le Maroc (CEDAW/C/MAR/4) et la Suède (CEDAW/C/SWE/4), l'Arabie saoudite présentant pour la première fois un rapport. Les représentants des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales ont participé à la session. Les rapports de huit États parties, la liste des points et des questions soulevées par le Comité, les réponses des États parties et leurs déclarations liminaires sont affichés sur le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (www.ohchr.org).

6. Pour ce qui est de chacun des États parties qui présentaient leur(s) rapport(s), le Comité a adopté des observations finales qui sont également disponibles sur le site Web susmentionné.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 38 (A/62/38).*

² Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

³ *Ibid.*, vol. 2131, n° 20378.

B. Décisions

7. Le Comité a adopté quatre décisions :

a) Décision 40/I. Le Comité a adopté ses directives concernant l'établissement de rapports pour les documents qui concernent spécifiquement la mise en œuvre de la Convention et qui complètent les directives concernant les documents de base communs (voir annexe I);

b) Décision 40/II. Le Comité a adopté une déclaration concernant ses rapports avec les institutions de défense des droits de l'homme (voir annexe II);

c) Décision 40/III. Conformément aux efforts visant à harmoniser les méthodes de travail des organes conventionnels de défense des droits de l'homme, le Comité a décidé de changer l'intitulé suivant « Concluding comments » par « Concluding observations »;

d) Décision 40/IV. Le Comité a décidé de demander aux États parties qui avaient présenté un rapport à la quarantième session de présenter leurs deux rapports ultérieurs sous forme d'un rapport de synthèse.

C. Mesures prises au titre du point 5 de l'ordre du jour, (Application de l'article 21 de la Convention)

Recommandation générale concernant les femmes migrantes

8. Le Comité a décidé de collaborer avec le Comité pour les travailleurs migrants pour parachever l'élaboration de sa recommandation générale sur les femmes migrantes. Il a demandé au Secrétariat d'organiser une réunion conjointe des membres du groupe de travail sur le projet de recommandation générale avec le Comité pour les travailleurs migrants, avant sa quarante et unième session en juin/juillet 2008. Le groupe de travail se compose des membres suivants : Magalys Arocha Dominguez, Ferdous Ara Begum, Mary Shanthi Dairiam (Présidente), Naela Gabr Mohamed Gabre Ali, Françoise Gaspard, Silvia Pimentel, Heisoo Shin et Maria Regina Tavares da Silva.

Recommandation générale concernant l'article 2 de la Convention

9. Cornelis Flinterman, Président du groupe de travail chargé de formuler une recommandation générale concernant l'article 2 de la Convention, a accepté d'élaborer un projet de recommandation générale sur ledit article, avec le concours des autres membres du groupe. Le Secrétariat a été invité à étudier la possibilité d'organiser une réunion intersessions du groupe de travail pour parachever le projet au cours du deuxième trimestre de 2008 avant la quarante et unième session du Comité, au cours de laquelle une réunion sur le projet sera convoquée avec toutes les parties prenantes afin de parachever la recommandation générale au cours de la quarante-deuxième session. Outre M. Flinterman, Meriem Belmihoub-Zerdani, Dorcas Ama Frema Coker-Appiah, Mary Shanthi Dairiam, Ruth Halperin-Kaddari, Silvia Pimentel, Hanna Beate Schöpp-Schilling et Dubravka Šimonović sont membres du groupe de travail.

D. Mesures prises au titre du point 6 de l'ordre du jour (Moyens d'accélérer les travaux du Comité)

Sessions futures

10. L'Assemblée générale ayant autorisé, dans sa résolution 60/218, de prolonger la durée de ses sessions en 2008 et en 2009, le Comité a confirmé les dates de ses sessions en 2008, comme suit :

- a) Quarante et unième session : du 30 juin au 18 juillet 2008, à New York;
- b) Douzième session du Groupe de travail sur les communications créé en vertu du Protocole facultatif : du 21 au 23 juillet 2008, à New York;
- c) Groupe de travail présession pour la quarante-troisième session : du 21 au 25 juillet 2008, à New York;
- d) Quarante-deuxième session : du 20 octobre au 7 novembre 2008, à Genève, en chambres parallèles;
- e) Treizième session du Groupe de travail des communications créé en vertu du Protocole facultatif : du 14 au 17 octobre 2008, à Genève;
- f) Groupe de travail présession pour la quarante-quatrième session : du 10 au 14 novembre 2008, à Genève.

Rapports à examiner lors des futures sessions du Comité

11. Le Comité a confirmé, à sa quarante-deuxième session, qu'il examinerait les rapports des pays suivants :

Finlande
Islande
Lituanie
Nigéria
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
République-Unie de Tanzanie
Slovaquie
Yémen

12. Le Comité a décidé d'examiner les rapports des États parties suivants à sa quarante-deuxième session :

Belgique
Cameroun
Canada
El Salvador
Équateur
Kirghizistan
Mongolie
Myanmar
Portugal
Slovénie
Uruguay

Le Comité a également décidé d'examiner les rapports de Bahreïn et de Madagascar à cette session.

13. Le Comité a procédé à une sélection préliminaire des États parties qui seraient invités à présenter leurs rapports à la quarante-troisième session :

Arménie
 Bhoutan
 Dominique
 Guatemala
 Guinée-Bissau
 Haïti
 Israël
 Jamahiriya arabe libyenne
 Libéria
 Rwanda

**Composition des chambres parallèles de la quarante-deuxième session
 du Comité qui se tiendra du 20 octobre au 7 novembre 2008**

14. Le Comité a décidé qu'à sa quarante-deuxième session, ses chambres parallèles se composeraient comme suit et décidé de répartir les rapports des États parties entre les deux chambres comme suit :

<i>Chambre A</i>	<i>Chambre B</i>
Magalys Arocha Dominguez	Ferdous Ara Begum
Saisuree Chutikul	Meriem Belmihoub-Zerdani
Dorcas Ama Frema Coker-Appiah	Mary Shanthi Dairiam
Cornelis Flinterman	Naela Gabr Mohamed Gabre Ali
Ruth Halperin-Kaddari	Françoise Gaspard
Heisoo Shin	Yoko Hayashi
Glenda P. Simms	Tiziana Maiolo
Dubravka Šimonović	Violeta Neubauer
Anamah Tan	Pramila Patten
Maria Regina Tavares da Silva	Silvia Pimentel
Xiaoqiao Zou	Hanna Beate Schöpp-Schilling

Rapports des États parties examinés

<i>Rapports des États parties examinés dans la Chambre A</i>	<i>Rapports des États parties examinés dans la Chambre B</i>
Belgique (CEDAW/C/BEL/6)	Cameroun (CEDAW/C/CMR/3)
Canada (CEDAW/C/CAN/7)	Équateur (CEDAW/C/ECU/7)
El Salvador (CEDAW/C/SLV/7)	Kirghizistan (CEDAW/C/KGZ/3)
Myanmar (CEDAW/C/MMR/3)	Madagascar (CEDAW/C/MDG/5)
Slovénie (CEDAW/C/SVN/4)	Mongolie (CEDAW/C/MNG/7)
Uruguay (CEDAW/C/URY/7)	Portugal (CEDAW/C/PRT/7)

Le rapport unique de Bahreïn (valant rapport initial et deuxième rapport périodique) (CEDAW/C/BHR/1-2) sera examiné lors des séances plénières.

**E. Mesures prises au titre du point 7 de l'ordre du jour
(Activités du Comité au titre du Protocole facultatif
se rapportant à la Convention)**

**Mesures prises par le Comité concernant les questions découlant de l'article 2
du Protocole facultatif**

15. Le Comité a décidé de se dessaisir de la communication n° 9/2005. Il a examiné et adopté une note sur la formulation et le format des opinions individuelles sur les décisions du Comité, et approuvé les rapports de la onzième session du Groupe de travail sur les communications créé en vertu du Protocole facultatif.

Annexe I

Directives concernant l'établissement des rapports destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes^a

A. Introduction

A.1 Les présentes directives concernant l'établissement des rapports destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes doivent être appliquées en liaison avec les directives harmonisées concernant l'établissement des documents de base communs^b. Prises ensemble, elles constituent les directives harmonisées concernant l'établissement de rapports dans le cadre de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elles annulent toutes les directives antérieures sur ce sujet publiées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes^c.

A.2 Les rapports des États parties sur l'application de la Convention sont constitués de deux parties : un document de base commun et un rapport sur l'application de la Convention.

A.3 Documents de base communs

A.3.1 Le document de base commun constitue la première partie de tout rapport établi à l'intention du Comité conformément aux directives harmonisées^d. Il contient des informations de caractère général et factuel.

A.3.2 En règle générale, les informations contenues dans le document de base commun n'ont pas besoin d'être reprises dans le rapport sur l'application de la Convention présenté au Comité. Le Comité souligne toutefois que, si l'État partie concerné n'a pas présenté de document de base commun ou si les informations contenues dans son document de base commun ne sont pas mises à jour, il doit inclure des informations actualisées dans le rapport sur l'application de la Convention. En outre, le Comité invite les États à examiner les informations contenues dans leur document de base commun sous l'angle de leur ventilation par sexe et de leur sexospécificité. Si ces informations ne sont pas suffisamment ventilées ou sexospécifiques, le Comité invite les États concernés à inclure les informations manquantes dans le rapport sur l'application de la Convention et dans la prochaine mise à jour du document de base commun.

^a Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ou d'autres organismes des Nations Unies peuvent fournir l'assistance nécessaire à l'établissement de rapports et la création de mécanismes de collecte de données.

^b Directives harmonisées concernant l'établissement des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (y compris les directives sur l'établissement d'un document de base commun) (HRI/GEN/2/Rev.4, chap. I).

^c HRI/GEN/2/Rev.4, chap. V.

^d Voir en particulier la section III ainsi que la partie générale et la première partie des rapports.

A.4 Rapport sur l'application de la Convention

A.4.1 Les présentes directives concernent la préparation de la deuxième partie des rapports et s'appliquent au rapport périodique initial ainsi qu'aux rapports subséquents destinés au Comité. Le document sur la Convention doit contenir toutes les informations concernant l'application de la Convention.

A.4.2 Tandis que le document de base commun^e est censé contenir des informations générales et factuelles sur le cadre général de la protection et de la promotion des droits de l'homme, ventilées par sexe quand il y a lieu, ainsi que sur la non-discrimination, sur l'égalité des sexes et sur les recours effectifs disponibles, le rapport spécifique doit présenter des informations complémentaires sur l'application tant de la Convention que des recommandations générales formulées par le Comité, des informations plus analytiques sur les effets produits par la législation, par l'existence éventuelle de systèmes juridiques concurrents et par les programmes et politiques concernant les femmes. Le rapport devrait également fournir des informations analytiques concernant les progrès accomplis par la population du territoire de l'État partie et par les personnes relevant de sa juridiction dans l'exercice des droits garantis par la Convention.

B. Obligation de présenter des rapports

B.1 En ratifiant la Convention ou en y adhérant, les États parties s'engagent, en vertu de l'article 8, à présenter un rapport sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont adoptées pour donner effet aux dispositions de la Convention et sur les progrès réalisés à cet égard, dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État intéressé, puis tous les quatre ans, ainsi qu'à la demande du Comité.

C. Directives générales concernant le contenu des rapports

C.1 Généralités

C.1 Les rapports doivent suivre les indications données aux paragraphes 24 à 26 et 29 des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports^f.

C.2 Recommandations générales du Comité

C.2 Les recommandations générales adoptées par le Comité doivent être prises en compte dans l'élaboration du document spécifique à la Convention.

^e Voir par. 40 à 59 des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports (HRI/GEN/2/Rev.4, chap. I). Cette partie comprend les informations générales sur le droit coutumier ou religieux ayant des incidences sur l'égalité dans la législation et devant les tribunaux, l'inclusion de l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe dans la Constitution; l'existence de textes législatifs spécifiques contre la discrimination, sur l'égalité des chances, sur l'interdiction de la violence sexiste; la question de savoir si la loi prévoit ou ordonne des mesures particulières; le nombre de plaintes pour discrimination fondée sur le sexe; l'(les) institution(s) chargée(s) de la promotion des femmes au niveau national; les aspects sexospécifiques des institutions nationales de promotion des droits de l'homme; l'utilisation de techniques de budgétisation tenant compte des sexospécificités et les résultats obtenus; la formation en matière de droits de l'homme destinée spécifiquement aux femmes.

^f HRI/GEN/2/Rev.4, chap. I.

C.3 Réserves et déclarations

C.3 Le document de base commun doit contenir les informations générales sur les réserves et les déclarations prévues au paragraphe 40 b) des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports. À ces informations générales, le rapport destiné au Comité doit ajouter des informations spécifiques sur les réserves et les déclarations formulées à l'égard de la Convention, conformément aux présentes directives, à la déclaration du Comité au sujet des réserves^g et, le cas échéant, aux observations finales du Comité. Toute réserve ou déclaration formulée par l'État partie à propos de tout article de la Convention doit être expliquée et son maintien motivé. Les États parties qui ont émis des réserves qui ne visent pas un article particulier ou qui visent les articles 2, 7, 9 ou 16 doivent en expliquer les effets et donner leur interprétation de ces réserves. Les États parties devraient donner des informations sur toute réserve ou déclaration qu'ils auraient formulées concernant des obligations similaires dans d'autres traités relatifs aux droits de l'homme.

C.4 Facteurs et difficultés

C.4 Les facteurs et difficultés influant sur la mesure dans laquelle sont remplies les obligations prévues par la Convention, qui ne seraient pas déjà mentionnés dans le document de base commun conformément au paragraphe 44 des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports doivent être décrits dans le rapport sur l'application de la Convention, ainsi que les mesures prises pour les surmonter.

C.5 Données et statistiques

C.5 Tandis que le document de base commun^h devrait contenir des données factuelles et statistiques générales, le rapport sur l'application de la Convention devrait présenter des données et statistiques, ventilées selon le sexeⁱ, correspondant à chaque article et aux recommandations générales du Comité afin de permettre à celui-ci d'évaluer les progrès accomplis dans l'application de la Convention.

D. Rapport initial

D.1 L'élaboration du rapport initial sur l'application de la Convention et du document de base commun offre à l'État partie une première occasion de faire savoir au Comité dans quelle mesure ses lois et pratiques sont conformes à la Convention.

D.2 L'État partie doit commenter expressément l'application de chacun des articles des parties I à IV de la Convention. Au-delà des informations déjà contenues dans son document de base commun, il doit décrire, expliquer en détail et illustrer par des exemples non seulement la situation juridique mais aussi la situation de fait des femmes, ainsi que les voies de recours contre les violations des dispositions de la Convention, leur mise en œuvre effective et leurs résultats.

^g *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 38 (A/53/38/Rev.1), deuxième partie, chap. I, sect. A.*

^h Voir par. 32 de la section des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports (HRI/GEN/2/Rev.4, chap. I).

ⁱ En utilisant les indicateurs appropriés conformément à l'annexe 3 des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports (HRI/GEN/2/Rev.4, chap. I).

D.3 Le rapport initial sur la Convention doit aussi, si ces informations ne sont pas déjà contenues dans le document de base commun, décrire toutes les distinctions, exclusions ou restrictions, même de caractère temporaire, qui sont imposées par la loi, la pratique ou la tradition, ou de toute autre manière, à la jouissance des dispositions de la Convention.

D.4 Le rapport initial doit contenir suffisamment de citations ou de résumés des principaux textes constitutionnels, législatifs, judiciaires et autres qui offrent des garanties ou prévoient des voies de recours en cas de violation des droits prévus par la Convention ou de ses dispositions, notamment lorsque ces textes ne sont pas annexés au rapport ou qu'il n'en existe pas de version dans l'une des langues de travail de l'ONU.

E. Rapports périodiques

E.1 Le rapport ultérieur sur la Convention qui, ensemble avec le document de base commun, constitue un rapport périodique ultérieur devrait porter essentiellement sur la période qui s'est écoulée depuis l'examen du rapport précédent de l'État partie.

E.2 Les rapports périodiques sur la Convention devraient être structurés de manière à suivre l'ordre des principaux chapitres (parties I à IV) de la Convention. Si rien de nouveau n'est à signaler au sujet d'un article, il convient de l'indiquer.

E.3 Les rapports ultérieurs devraient fournir les données élémentaires suivantes :

a) Des informations sur l'application des observations finales (en particulier les « sujets de préoccupation » et les « recommandations ») adoptées à l'issue de l'examen du rapport précédent, et des explications sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été mises en œuvre ou sur les difficultés rencontrées^j;

b) Un examen analytique, passant en revue les résultats, des nouvelles dispositions et mesures législatives ou autres prises afin d'appliquer la Convention;

c) Des informations sur tout obstacle persistant ou tout nouvel obstacle à l'exercice par les femmes de leurs droits et libertés fondamentales dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel ou autre dans des conditions d'égalité avec les hommes, ainsi que sur les mesures prises pour lever ces obstacles.

E.4 Les rapports périodiques devraient en particulier traiter des effets des mesures prises et analyser les tendances qui se dégagent au fil du temps en ce qui concerne l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes et la promotion de la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux par les femmes.

E.5 Les rapports périodiques devraient aussi faire état de l'application de la Convention en ce qui concerne différents groupes de femmes, en particulier de celles qui sont soumises à des formes de discrimination multiples.

E.6 Si un changement fondamental s'est produit dans l'approche politique et juridique de l'État partie concernant l'application de la Convention, ou si l'État

^j Les États parties peuvent décider de présenter ces informations au début du rapport ou de les intégrer, en faisant particulièrement référence à des observations finales spécifiques, au titre des parties pertinentes du rapport.

partie a pris de nouvelles mesures législatives ou administratives, il faudrait alors présenter en annexe des textes, notamment des décisions judiciaires ou autres. Ces informations devraient être portées dans le rapport sur l'application de la Convention.

F. Rapports exceptionnels

F.1 Les présentes directives ne changent rien à la procédure suivie par le Comité à l'égard des rapports exceptionnels qu'il peut avoir à demander et qui sont régis par l'article 48.5 du Règlement intérieur du Comité et ses décisions 21/I et 31/III h) sur les rapports exceptionnels.

G. Annexes aux rapports

G.1 Le rapport doit être accompagné, si nécessaire, à titre de complément d'information, d'un nombre de copies suffisant, dans l'une des langues de travail de l'Organisation des Nations Unies, des principaux documents à caractère législatif, judiciaire et administratif ou autre que l'État concerné peut vouloir faire distribuer à tous les membres du Comité pour faciliter l'examen de son rapport. Ces textes peuvent être présentés conformément au paragraphe 20 des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports.

H. Protocole facultatif

H.1 Si l'État partie a ratifié le Protocole facultatif ou y a adhéré et que le Comité a formulé des constatations demandant qu'une réparation soit assurée ou exprimant toute autre préoccupation au sujet d'une communication soumise au titre du Protocole, le rapport sur la Convention devrait donner d'autres éléments d'information sur les mesures prises pour assurer un recours ou remédier à cette préoccupation et pour veiller à ce que la situation qui a donné lieu à la communication ne se reproduise pas.

H.2 Si l'État partie a ratifié le Protocole facultatif ou y a adhéré et que le Comité a mené une enquête en application de l'article 8 du Protocole facultatif, le rapport devrait contenir des détails au sujet de toute mesure prise comme suite à l'enquête et afin d'éviter que les violations ayant donné lieu à l'enquête se reproduisent.

I. Mesures visant à donner suite aux conférences, sommets et examens des Nations Unies

I.1 La Convention et le Programme d'action de Beijing ont, de par leur teneur, un effet de synergie non négligeable et concourent donc tous deux au même objectif. La Convention énonce des obligations contraignantes et prévoit le droit des femmes à l'égalité dans tous les domaines, civil, économique et social. Le Programme d'action de Beijing, en définissant 12 domaines critiques de préoccupation, offre une liste de priorités en matière de politique générale et de programmes qui peut contribuer à l'application de la Convention. Le rapport devrait donner des informations sur l'intégration des 12 domaines critiques, dans la mesure où ils ont trait à des articles spécifiques de la Convention, au dispositif technique prévu par la Commission pour assurer l'égalité des sexes.

I.2 Le rapport devrait aussi comprendre des informations sur la façon dont il a été tenu compte du souci de l'égalité entre les sexes dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la suite donnée à d'autres conférences, sommets et examens des Nations Unies.

I.3 Le rapport devrait comprendre, s'il y a lieu, des informations sur la façon dont la résolution 1235 (2000) du Conseil de sécurité a été appliquée et la suite qui lui a été donnée.

J. Mode de présentation du rapport sur l'application de la Convention

J.1 Le rapport devrait suivre la présentation décrite aux paragraphes 19 à 23 des directives harmonisées concernant l'établissement des rapports (le rapport initial ne devrait pas dépasser 60 pages; les rapports ultérieurs, 40 pages). Les paragraphes devraient être numérotés.

K. Examen des rapports par le Comité

K.1 Généralités

K.1 Le Comité entend donner à l'examen des rapports la forme d'un dialogue constructif avec la délégation de l'État partie, l'objectif étant d'améliorer l'application de la Convention par cet État.

K.2 Liste des points et questions à traiter à l'occasion de l'examen des rapports initiaux et périodiques

K.2 Se fondant sur tous les éléments d'information dont il dispose, le Comité dresse à l'avance une liste des points et des questions sur lesquels il voudrait des éclaircissements et un complément d'information. L'État partie doit fournir des réponses écrites à cette liste au moins trois mois avant la session à laquelle le rapport doit être examiné. La délégation devrait être prête à répondre à toute question supplémentaire que les experts du Comité pourraient lui poser.

K.3 Délégation de l'État partie

K.3 La délégation de l'État partie devrait être composée de personnes qui, du fait de leurs connaissances et de leurs compétences, des hautes fonctions ou des responsabilités qu'elles assument, soient en mesure d'expliquer tous les aspects de la situation des droits des femmes dans leur pays et de répondre aux questions et observations formulées par les membres du Comité au sujet de l'application de la Convention.

K.4 Observations finales

K.4 À l'issue de l'examen du rapport, le Comité adopte et publie des observations finales au sujet du rapport et du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation. Ces conclusions finales figurent dans le rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale. Le Comité compte que l'État partie assure une large diffusion à ces conclusions dans toutes les langues qui s'imposent, aux fins d'information et de débat public sur leur application.

Annexe II

Déclaration du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur ses relations avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme

1. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et les institutions nationales de défense des droits de l'homme s'emploient ensemble à protéger et à promouvoir les droits fondamentaux des filles et des femmes. Considérant qu'une coopération étroite avec les institutions est indispensable, le Comité étudie les moyens d'établir de nouvelles relations et de tisser de nouveaux liens avec elles.

2. Le Comité fait valoir que les institutions doivent être établies conformément aux principes relatifs au statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), adoptés par l'Assemblée nationale (résolution 48/134, annexe) en 1993 et dûment reconnus par le Comité international de coordination des institutions nationales de droits de l'homme. Les Principes de Paris fournissent des orientations sur la création, la compétence, les responsabilités, la composition, y compris le respect du pluralisme, l'indépendance, les modes de fonctionnement et les activités quasi judiciaires de ces organes nationaux.

3. Le Comité estime que ces institutions jouent un rôle important dans la promotion de l'application au plan national de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la défense des droits fondamentaux des femmes et l'information du public sur ces droits. Le Comité se réfère, à cet égard, à ces institutions et tient compte de leur rôle dans le cadre de ses activités de suivi.

4. Le Comité invite les institutions à s'assurer que leurs activités d'examen des plaintes individuelles et d'élaboration de recommandations sur, notamment, les lois, les choix politiques et d'autres questions s'appuient sur les principes d'égalité entre les sexes et de non-discrimination énoncés dans la Convention et que les femmes ont facilement accès à tous les services de protection de leurs droits que ces institutions assurent. Il espère également que la parité sera respectée à tous les niveaux en ce qui concerne les effectifs des institutions nationales de promotion des droits de l'homme.

5. Le Comité encourage ces institutions à faire connaître et à diffuser le texte de la Convention, les observations finales, les recommandations générales et les décisions et positions sur les communications individuelles et les enquêtes menées en vertu du Protocole facultatif, ainsi qu'à suivre l'application par l'État partie de la Convention et de son Protocole facultatif.

6. Le Comité reconnaît que les institutions nationales de promotion des droits de l'homme peuvent contribuer de diverses manières à ses activités dans le cadre des procédures de suivi de la Convention et de son Protocole facultatif. Elles peuvent également formuler des observations et des propositions concernant les rapports de l'État partie, s'ils le jugent utile, Elles peuvent aussi apporter assistance aux victimes de violations des droits de l'homme dans le cadre de la Convention et présenter des communications individuelles au Comité ou, le cas échéant,

communiquer au Comité des informations dignes de foi afin qu'il mène une enquête conformément à son mandat.

7. Le Comité invite les représentants des institutions de promotion des droits de l'homme à fournir par écrit, avant ou durant la session ou la réunion correspondante des groupes de travail ou du Comité, des informations sur les États parties dont le Comité ou le groupe de travail examine les rapports. Les représentants peuvent également être présents aux sessions ou aux réunions des groupes de travail afin de communiquer des informations oralement dans le temps qui leur est réservé lors des réunions des groupes de travail d'avant session et des sessions du Comité. Ce dernier inclura dans l'ordre du jour provisoire des sessions ou réunions des groupes de travail le temps réservé aux institutions, afin de les faire mieux connaître.